

Le Pérou dans l'instabilité politique et sociale



Par María Josefina Arce

Le Pérou est en proie à l'instabilité politique et sociale. Les manifestations contre le gouvernement de la présidente Dina Boluarte, fortement réprimées par la police et l'armée, n'ont pas cessé et elles ont fait à ce jour cinquante morts et des centaines de blessés et de détenus.

Les Péruviens n'ont pas quitté les rues depuis que le président Pedro Castillo a été démis de ses fonctions par le Congrès le 7 décembre. Il a été arrêté peu après par la police et reste en prison pour «rébellion» après avoir annoncé la dissolution du pouvoir législatif et demandé l'élection d'une Assemblée constituante.

Assermenté comme présidente quelques heures après l'éviction du Chef d'État légitime, la démission de Dina Boluarte est exigée par les manifestants, qui demandent également la démission du Congrès au complet, des élections anticipées dans le pays, la mise en place d'une Assemblée constituante et la libération de Castillo et d'autres détenus.

Bien que, dans un récent discours, l'actuelle présidente se soit excusée auprès du peuple péruvien pour la situation et les décès survenus lors des manifestations, ses récentes mesures vont dans le sens

contraire de la paix et de la tranquillité qu'elle a déclaré rechercher. La réalité est qu'elle a radicalisé sa politique de persécution et qu'elle n'écoute pas les demandes du peuple péruvien. Sept leaders sociaux ont été arrêtés dans la ville d'Ayacucho ces derniers jours.

En outre, Dina Boluarte, qui a clairement fait savoir qu'elle ne quitterait pas le pouvoir, a suspendu les droits constitutionnels dans plusieurs régions du pays pendant 30 jours. Les habitants de Lima, Callao, Puno et Cusco se sont réveillés ce dimanche en état d'urgence, alors que de nouvelles manifestations étaient prévues cette semaine.

Le décret gouvernemental autorise les forces militaires à intervenir aux côtés de la police pour soi-disant préserver l'ordre public.

La vérité est que dès l'annonce de la candidature de Castillo aux élections d'avril 2021, la droite était sur ses gardes, dès cet instant l'enseignant rural était dans le collimateur et il est finalement devenu une victime du coup d'état de l'oligarchie.

Avec plus de 50% des voix, il a triomphé dans les urnes au second tour des élections, le 6 juin. Mais il a dû attendre plus d'un mois pour que sa victoire soit déclarée, face aux fausses accusations de fraude présumée lancées par son adversaire, Keiko Fujimori, du parti de droite Force Populaire.

Le 28 juillet 2021, Pedro Castillo a prêté serment et, à partir de ce moment-là, l'oligarchie s'est chargée de ne laisser aucun répit au nouveau président. En un an et demi de mandat, il a été incapable de gouverner.

Castillo a été contraint de changer plusieurs fois de ministres dans son exécutif, compte tenu des pressions d'un Congrès aux mains de la droite. Avant que la motion de vacance fabriquée de toutes pièces qui a conduit à sa révocation ne triomphe, il avait déjà été soumis à deux processus de ce type.

La première a eu lieu en décembre 2021, quelques mois après son accession à la présidence, mais n'a pas été admise. La seconde a eu lieu en mars 2022 et n'a recueilli que 55 voix en sa faveur, sur les 87 nécessaires.

Le Pérou n'a pas réussi à sortir de l'incertitude et de l'instabilité politique et sociale. De 2016 à aujourd'hui, en comptant Boluarte, il y a eu six présidents successifs. Les événements récents n'ont fait qu'aggraver la crise constitutionnelle dans la nation andine.

<https://www.radiohc.cu/fr/especiales/comentarios/310666-le-perou-dans-linstabilite-politique-et-sociale>



Radio Habana Cuba